

# Le vent de la Chine - 港京岸风

05 mars- 15 mars 1998

/Spécial session ANP/

N°09/(III)

## 1998 : les vrais débuts de l'ère Jiang Zemin



La session de l'ANP ouverte jeudi 5 mars à Pékin, dans l'enceinte du Grand Palais du Peuple, marque le véritable début de l'ère de **Jiang Zemin**, 13 mois après la disparition du Patriarche **Deng Xiaoping**. C'est maintenant, une fois

avec l'aide d'un nouveau bras droit, **Zhu Rongji**, technicien éclairé, il veut faire de son mandat celui du grand nettoyage des Entreprises d'Etat et des Administrations – les « écuries d'Augias » du maoïsme, bastions que personne avant lui n'avait jamais osé toucher.

Plan de travail qui offre la meilleure garantie pour maintenir la croissance (voire aider à restabiliser le reste de l'Asie), mais qui constitue aussi, à tout prendre, le premier pas logique vers toute réforme politique – et qui permet à la Chine de prendre patience. Dans ce n° spécial, le **VdIC** analyse les dossiers soumis aux députés: **bilan** du dernier mandat de Li Peng, **budget, plan** «de progrès social et de développement économique», projet de refonte administrative. Et en lever de rideau, voici notre vision des deux 1ers ministres, l'ancien et le nouveau! ■

écartées les deux autres grandes statures du régime (**Qiaoshi** le libéral Président de l'Assemblée en fin de carrière, **Li Peng** le technocrate Premier Ministre en fin de mandat), qu'il peut commencer à s'exprimer.

Face à la demande croissante (liée à l'éducation et au bien-être) de la société chinoise, en **réforme politique**, opération à laquelle le pays n'est pas prêt, Jiang Zemin a fait son choix :

### PORTRAIT (1) LI PENG, LE CAMÉLÉON

**Li Peng**, 1er ministre sortant, appartient à l'*aristocratie* du régime, ayant été adopté en 1931 à l'âge de deux ans par **Zhou Enlai**, après l'exécution de son père par les nationalistes. Coursus dans les meilleures écoles du Parti, université à Moscou en '55, puis montée tranquille vers le pouvoir.

En juin '89, Li fait un choix crucial: «à gauche toute», pour évincer son rival libéral, **Zhao Ziyang**. Après la répression du printemps de Pékin, les difficultés viennent: image négative, rancœurs internes (en '94, il disparaîtra de la scène durant 7 semaines, pour *maladie*). Pour rester au pouvoir, il devra concéder, et se faire de plus en plus... réformateur!

Aujourd'hui, Li Peng passe pour un des artisans de la **croissance** et de son corollaire, la **stabilité**. Fidèle à son école soviétique, il est l'homme des **grands chantiers** (énergie, infrastructures), mais aussi de l'**étranger**, ayant signé bien des contrats en MMUSD (centrales nucléaires, barrages, raffineries).

Paradoxalement, Li Peng est aussi un des ténors de la politique d'ouverture qui a entraîné, à terme, une dose indiscutable de **démocratie**: figure protéiforme, complexe, bien dans la tradition politique chinoise, où la vertu première est la longévité et l'animal fétiche le *mille-pattes*, avec un pied dans chaque camp.

### PORTRAIT (2) ZHU RONGJI, LE MEDIUM

**Zhu Rongji**, l'homme appelé à succéder à Li Peng, a le même âge que lui. Mais quoique né dans le **Hunan**, province de Mao, et entré au parti en même temps que Li Peng en '49, Zhu a dû monter à la dure les échelons du pouvoir, et prendre ses risques. Ainsi quelques mois avant la mort de **Deng**, il qualifiait publiquement de «folles», certaines de ses idées, telle celle de relance illimitée de la croissance, lors d'un fameux voyage de '92 au Sud du pays. Aujourd'hui même, il dénonce frontalement l'économie planifiée (*Credo*) de tout le pays hier encore), cause de tous les malheurs des E.E...

Ministre en '83, Maire de Shanghai en '87, alors que Jiang Zemin y était Secr. du Parti, Zhu a dû sa carrière à ce dernier (qui l'a fait monter à Pékin après lui), et au décollage de la ville: pour y avoir allégé les procédures administratives, Zhu répondait alors au surnom sibyllin mais flatteur de «*Monsieur-Un-Tampon*». En nov. '91, profitant des difficultés politiques de Li Peng, Zhu reprend les rênes de la réforme économique.

Dès '93, il peut se targuer d'avoir refroidi «*sans casse*» une économie surchauffée par des rythmes de croissance de 20% par an. Ceci, au moyen d'une politique monétaire impitoyable, sans crainte des «*règlements de comptes*» ou de «*retour de bâton*» des provinces.

Fort de ce succès, Zhu Zongji devient à présent patron du Conseil d'Etat, n°3 du régime (*Li Peng, le n°2, tout en passant, selon toute vraisemblance, à la tête de l'ANP, emporte son rang avec lui*). Zhu rentre dans ses meubles, avec un mandat périlleux: maintenir la Chine sur les rails de la croissance, là où toute l'Asie a échoué. Pour accepter le poste, il a su convaincre ses collègues d'imposer au pays un vertigineux programme d'investissements et de réforme d'institutions jusqu'alors intouchables. La force n°1 de Zhu (et son originalité absolue sur cet échiquier politique): son franc-parler, sa capacité de convaincre et de se cantonner à un langage économiste, tout en se maintenant hors des querelles de tendances. Et bien sûr, ses résultats! ■

### A l'intérieur

La Chine/État de santé,

Un budget en rose,

Un Plan socio-économique très *pieds sur terre* /

Administration / un «coup de noroît

Les voix dissidentes

selon Li Peng

selon Liu Zhongli

selon Chen Jinhua

selon Luo Gan

selon Dong Furen

## CHINE, ETAT DE SANTE (SELON LI PENG)

**Bref, terne et réaliste:** trois mots pour définir le discours d'ouverture de Li Peng sur l'état de la Chine. Pour un 1er Ministre sortant, après 10 ans de mandat, on eût pu attendre un exposé plus flamboyant, en forme de "chant du cygne". Pas en Chine, où la discrétion est gage de sécurité et où l'effet de manche rend vulnérable. Après tout, Li Peng, "jeune" encore (69 ans), garde l'espoir de poursuivre sa carrière politique, au delà de sa très probable prise de commande de l'ANP.

Zhu Rongji fait preuve de la même cautèle: pressenti d'abord pour tenir le discours d'ouverture de la session, puis celui sur la restructuration de l'administration, pièces maîtresses de son programme, Zhu finalement gardera un silence total: le futur chef du Conseil d'État doit se protéger de toute critique, et pour les politiques qu'on apprête, la responsabilité (risques, comme bénéfiques) est partagée: collégialité!

**Bref:** une quarantaine de pages, lues en 2 heures aux 2944 députés présents – un tiers de moins que les années précédentes.

**Terne:** rien que de déjà connu, et presque aucun détail neuf sur les politiques nouvelles. **Réaliste:** l'idéologie est absente, Deng cité 4 fois, Mao aucune, l'auto-glorification du régime est minimale: ce sont les outils de réforme économique nouveaux qui doivent occuper les feux de la rampe de l'ANP.

### QUELQUES CHIFFRES

- PIB '97=7477 MMY soit 900MM USD
- épargne bancaire = 4628 MMY soit 557,6MM USD
- Croissance 93-97= 11%/an ('97=8,8%).
- Revenu/habitant urbain= 5160Y soit 623USD (soit +6%/an)
- Revenu /habitant rural= 2090Y soit 252USD (+5,4%)
- Production agricole en '97: +4,5% (492,5Mt grain)
- Production industrielle urbaine sur 5 ans: +15,3%
- Production d'acier, en '97: a «dépassé 100Mt»
- Énergie (puissance installée) =250MKw.
- en 5 ans, chemins de fer nouveaux = 11300km, autoroutes nouvelles = 4100km
- en 5 ans, imports-exports doublés à 325 MM USD, invests étrangers=186MMUSD
- Scolarité obligatoire jusqu'à 9 ans sur 65% du territoire (72% prévus en '98).

- en 5 ans, 6,9M d'étudiants diplômés, dont 175000 en 3ème cycle.
- 35,5M d'emplois urbains créés en 5 ans
- espérance de vie actuelle: 70,8 ans.

### LES PROBLEMES

L'ordre dans lequel sont classées les faiblesses du pays, est insolite. Si le problème n°1 cité, est logiquement la mauvaise santé des E.E. bien sûr, on s'étonne de voir citer en 8. Position, après agriculture ("faible"), immobilier ("invests inconsidérés"), finance ("désordonnée"), et pauvreté, les problèmes liés à l'administration (abus de pouvoirs et corruption): si le problème des fonctionnaires était si léger, pourquoi y consacrer une des réformes nouvelles, majeures des prochaines années? Li Peng conclut sa liste des points noirs du pays, avec l'épuisement des ressources, la pollution, et cette autocritique énigmatique: "les citoyens sont mécontents... des mœurs sociales et de l'ordre public".

### NOUVEAU CREDO

Il ne manque plus que le mot pour le dire, mais l'État, face à ses entreprises, se veut libéral: a priori, il renonce désormais à toute intervention directe dans la gestion des firmes, et remplace par un cadre d'incitations/interdictions, et de contrôles "macro-économiques". De toutes les mesures proposées, qui portent la griffe de Zhu Rongji, on retient ① l'harmonisation du droit de la faillite, pour réduire les fraudes aux dettes bancaires et la dilapidation du patrimoine public, ② la réforme des finances, "macro-contrôle par la BPdC, permettant de renforcer la gestion centralisée des banques commerciales d'État, et d'assurer la création de banques commerciales urbaines et régionales, ③ le contrôle de la dette extérieure: toute demande de crédit interbancaire hors de Chine est soumise au feu vert de Pékin. ④ le frein aux invests «à tout va»: l'approbation de nouveaux projets (en '98) devra être très sélective, les projets industriels ordinaires ne devant en principe pas recevoir de feu vert: sur le marché de l'épargne privée, la construction d'usines devra céder le pas au projet géant d'infrastructures en tous genres, communications/énergie/écologie.

### UN BUDGET PROSPERE

L'état des finances, telles que présentées par le ministre Liu Zhongli, n'a jamais été si favorable. Cette fois, il n'est pas utile de soupçonner une «retouche» du bilan à des fins idéologiques ou un budget «cache-misère»: les finances publiques reflètent la réalité de l'économie chinoise – vent en poupe!

Des finances qui ont subi un profond rééquilibrage: de la moitié du budget en '94, les recettes de TVA et de taxes à la consommation sont tombées à 30% en '97, chute compensée par la montée de l'impôt privé et d'entreprise, ainsi que du droit de timbre sur les opérations boursières (passées de 15 à 21%). Les problèmes qui demeurent, étant les arriérés d'impôts des E.E., la charge des dettes insolvables sur les banques (pour lesquelles un fonds de 40MMY, soit 4,82MMUSD, est prévu cette année), les salaires des fonctionnaires, et la fraude fiscale (carence normale, pour un système de peu d'années d'existence).

En '97, les recettes (niveau central et régional) ont monté de 16,7% avec 864 MMY, soit presque 3% de plus qu'attendu. Plus des ¾ (728MMY) revenant aux régions, qui ont notamment la charge des achats des récoltes à prix garantis. Les dépenses de 919MMY ont augmenté de 15,9% soit 2,6% de plus que prévu -mais moins que les recettes. Total: un déficit de 55,5MMY.

Parmi les dépenses les plus frappantes, on note une hausse de 21% des subventions aux E.E. déficitaires, avec 9,4 MMY supplémentaires: prix à payer sporadiquement, en urgence, pour calmer les usines en colère, surtout celles qui occupent le centre-ville de leur capitale provinciale... A noter, à ce niveau, au budget '98, un montant inscrit de 50MMY – 6MMUSD), pour éponger les dettes d'E.E., avant la fusion ou mise en faillite de ces dernières.

#### PROJET DE BUDGET '98:

Recettes attendues: +12%, 968 MMY, Dépenses: +10,3%, soit 1014 MMY, Déficit: 46MMY (l'État en comble 10MMY).

Symptomatiquement, la 1ère dépense est affectée à la lutte contre le chômage: recyclage, réinsertion, revenu minimum, prêts ou «grâces d'impôt» aux E.E. en restructuration, coûteront 17,5 MMY, cinq fois plus que l'an passé. Les fonds pour la rénovation des E.E. augmentent, eux, de 30,6%, atteignant 4,583MMY.

Dépense n°2: les achats de céréales, revenu des 800M de ruraux: 9,2 MMY viendront, en plus de l'effort de l'an dernier, qui était de 5,566 MMY. Suivent un effort spécial de 4,5 MMY pour la relance des exports, et 24MMY de plus pour l'agriculture, l'éducation et les sciences (hausse moyenne de 12%). Sans oublier un confortable chèque à l'APL, 91 MMY, +12,8%, pour accélérer sa modernisation –sans précision, mais rien n'empêche de penser au renforcement des forces aéronavales.

Le poste subventions aux prix augmente: 23,475 MMY, soit +5,2% -équivalent à l'inflation attendue.

Enfin, pour financer la dette externe et interne, Pékin compte lancer pour **281MMY** d'emprunts.

A ces données, **Dai Xianlong**, le Gouverneur de la **BPdC**, apporte des précisions: ① les **réserves en devises, 140MMUSD** soit 40MM de plus pour l'an passé, verront leur croissance faiblir en '98, « à cause de la crise asiatique ». Peut être aussi parce que Pékin est consciente des risques de déstabilisation que constitue cette immobilisation hors des circuits mondiaux. ② Les **bons d'État** pour une valeur totale de **32,5MMUSD**, destinés à **recapitaliser les banques**, auront une **durée de vie** exceptionnelle : **30 ans**. Toujours pour renflouer les 4 banques commerciales d'Etat, l'immobilisation obligatoire des dépôts, aujourd'hui de 18 à 20%, sera réduite de 5%. ③ Selon m. Dai, l'investissement étranger, en '98, devrait atteindre « au moins » 30MM USD (contre 45 l'an passé), et un objectif d'export en hausse de 8 à 10% serait « parfaitement réalisable ».

## UN PLAN SOCIO-ECO TRES «PIEDS SUR TERRE»

Le «rapport sur les Plans '97 et '98» de **Chen Jinhua**, Prsdt de la **CEP**, confirme les orientations données par Li Peng: un Etat qui «*règne et ne gouverne pas*», abandonnant toute liberté de gestion aux usines, quitte à les soumettre au "macro-contrôle".

**Autosatisfaction** pour le bilan '97, marqué par l'utilisation de **64MMUSD** venus de par l'étranger (dont 45 des investisseurs, 12MM d'emprunt et 6,7 d'actions), des **découvertes scientifiques** (telle la mise au point d'un **riz hybride transgénique**), et **12MMUSD** venus du tourisme étranger. Au chapitre «**objectifs '98**», on note ce «*fil rouge*» récurrent, de l'amélioration de la **qualité des produits**: indicateur du puissant tournant en cours, la priorité donnée à la **rationalisation** de l'économie et à l'adaptation aux besoins du **marché**. A titre de comparaison, la formation des cadres et techniciens (un des goulets d'étranglement de l'économie chinoise) n'apparaît qu'en 6ème position du Plan, dont un des titres est pourtant «*Plan de progrès social*»: on est à l'opposé des plans qui sévissaient jusqu'au début de cette décennie, chantant la production centralisée de masse et les progrès moraux du citoyen.

Le Plan '98 prévoit une croissance de 8% (PIB), 11% (industrie), tandis que les **invests fixes** atteindront **2785MMY (10% d'augmentation)** dont 1050 aux **grands projets**, 470 aux «*modernisations techniques*» (sic) et 355 dans l'**immobilier** (HLM). L'inflation à la consommation serait maintenue en dessous de 3%, et celle aux prix de détail, en dessous de 5%.

## COUP DE NOROÎT SUR LES ADMINISTRATIONS

Un appareil «*d'une flagrante incapacité à répondre aux exigences du développement d'une économie socialiste de marché ... aux structures géantes, sans cloisonnement entre ... organismes et entreprises...*, où prolifèrent *bureaucratisme et autres comportements indésirables*»: c'est ainsi que Li Peng fustige dans son rapport les administrations (ministères et Parti), et en dénonce «*l'effet désastreux pour nos finances*».

Le programme annoncé par **Luo Gan**, Secrétaire Général du Conseil d'Etat-n°2 des administrations, reste succinct: les mesures réelles sont encore du domaine du secret. Sur les 40 ministères que compte la RPC, 15 vont perdre leur dénomination, et deviendront (pour la plupart) «**Directions Générales**» sous la nouvelle, toute puissante **Comm. d'Etat à l'Eco et au Commerce**. Cette CEEC sera l'une des **4 instances** se partageant le *macro-contrôle* sur la Chine, avec la **CEP** (affaiblie, et qui s'intitule désormais Comm. d'Etat au Plan «*Et à la croissance*»), le Min. des finances et la **BPdC**. Les ministères sacrifiés sont ceux qui géraient usines, mines, magasins etc., lesquels de ce fait deviennent autonomes et même entreprises: c'est la mort des *danwei* (unités de travail), avec leur chaîne verticale de (d'ir-)responsabilité –un des derniers piliers du maoïsme. Il s'agit des portefeuilles suivant : Charbon, Energie, Métallurgie, Machine-outil, Electronique, Chimie, Commerce intérieur, P&T, Travail, Radio/ Cinéma/TV, Géologie/ressources minières, Forêt. Deux Comm. d'Etat les accompagnent aux oubliettes des ronds de cuirs : Sport/culture physique et Restruct. Economique. Un pan de cette réforme, encore peu clair, concerne l'**APL**, qui recevrait l'apanage des **Sciences/ Technol. et Industries de défense**, au prix d'un dégraissage de 500 000 hommes (1/6 des effectifs), et de la perte du contrôle de ses industries «*civiles*» -on y reviendra. Trois «**superministères**» voient le jour : **Industries de l'information, Travail et Sécurité Sociale, et Ressources du sol**.

NB: la Chine compte 33M d'employés administratifs, dont 8M d'«*officiels*»: de ce nombre, jusqu'à la moitié devrait perdre leur fonction dans les 3 ans à venir, ce qui ne veut pas dire leur emploi: ils seront réaffectés, avec leurs salaires voire leurs avantages. C'est ce qu'on appelle, en chinois, «*sabattre le monastère, et garder les moines*». Membres du Parti pour la plupart, et influents, ces cadres appartiennent à l'élite du régime, et ont un **pouvoir de nuisance**: ils doivent être bien traités si cette réforme veut avoir une chance d'aboutir. Le but visé étant une **masse salariale** plus conforme aux réalités, un personnel **mieux formé**, et moins arrogant. Ce qui sera, en cas de succès, une révolution absolue dans l'histoire-bien plus que du régime - du pays.

## LES VOIX DISSIDENTES

Comme chaque année, la session de l'**ANP** a été l'occasion pour un certain nombre de **dissidents**, souvent inconnus, d'exprimer leur désaccord. Nombre de distributeurs de pamphlets, Place Tian An Men, ont été arrêtés – parfois sous les yeux des journalistes. Même sort réservé aux auteurs de *lettres ouvertes* à travers le pays. *Tradition*: le rendez vous de l'ANP a repris la fonction antique des audiences de l'empereur, où convergeaient les doléances du petit peuple. Les pétitions actuelles réclament justice sociale et démocratie, et «*creusent*» l'idée en l'air depuis quelques années, d'une réforme politique, avec **Président élu, pluralisme et séparation entre armée et pouvoir**. L'originalité, cette année, tient au soutien de cette dissidence, par des *personnalités modérées* et de renom, peut-être «*encouragés*» par le style «*bonhomme*» et l'image de tolérance cultivée par le Prsdt Jiang. Parmi ces personnalités: l'économiste **Dong Fureng**, qui déclare: "*la démocratie va naturellement de pair avec l'économie de marché, dans laquelle les membres du gouvernement ne doivent pas tout décider*". Enfin, cette dissidence est nourrie, cette année, par un thème d'actualité: la nomination («*parachutage*»), de Li Peng à la tête de l'ANP. Décision mal vécue par beaucoup: Li Peng conserve en 1998 l'image d'un des leaders responsable des événements de la nuit du 3-4 juin 1989. ■

Abréviations : M : million, MM : milliard ;ANP : Assemblée Nat'le Populaire; APL : Armée Pop. de Libération; E.E. : Entreprise d'Etat; CEP: Commission d'Etat au Plan; BPdC : Banque populaire de Chine

Editeur responsable : Eric MEYER tél. (86 10) 65 32 48 57 - Fax (86 10) 65 32 48 57 - E-mail : meyererc@public3.bta.net.cn